



Ensemble



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°217 - Jeudi 17 juin 2010



Retraites

POUR UNE RÉFORME JUSTE, EFFICACE ET DURABLE



Les retraites : un choix de société



Depuis 1993, la droite s'est attaquée aux retraites soi-disant pour régler la question de leur financement. Les allongements successifs de la durée de cotisation (Balladur 1993, Fillon 2003) n'ont en rien réglé cette question du financement tout en organisant une baisse des pensions. Or il ne faut pas oublier que 50 % des retraités perçoivent une retraite inférieure à 1050 euros

nets, et 10 % d'entre eux sont en dessous du seuil de pauvreté.

Le nouveau projet de contre-réforme Sarkozy-Woerth prévoit la fin du droit à la retraite à 60 ans, et un nouvel allongement de la durée de cotisation... sans pour autant assurer un équilibre du système qui nécessite de mobiliser 45 milliards d'euros à l'horizon 2025, soit 1,7 point de PIB. Ce besoin de financement ne doit pas être sous-estimé, mais il est tout à fait à notre portée. Après tout, ce montant correspond aux baisses d'impôts pour les plus riches décidées par la droite depuis deux ans. Par ailleurs, une meilleure croissance faciliterait le financement des retraites : 0,5 point de croissance en plus permet d'assurer 50 % des besoins de financement. C'est le taux de l'emploi qui sera décisif puisque le niveau de l'emploi détermine le niveau des cotisations : un point de masse salariale supplémentaire représente 1,9 milliards de cotisations supplémentaires.

Face à cette nouvelle attaque gouvernementale, notre fédération multiplie les actions : participation aux manifestations intersyndicales, préparation d'une réunion publique commune des partis de gauche le 23 juin (18 h 30 au FJT à Nantes), distribution massive du 4 pages national qui expose les propositions du Parti socialiste (présentées publiquement le 5 juillet à Nantes, à la maison des syndicats à 19h).

Nous proposons une réforme juste pour garantir le pouvoir d'achat des retraités menacés par les réformes de la droite, pour améliorer les petites pensions et notamment celles des femmes aujourd'hui pénalisées et pour prendre en compte la pénibilité (y compris en partant avant un âge légal de départ à 60 ans qui doit être préservé).

Cela nécessite de mettre à contribution les revenus du capital (bonus, stock-options,...). La droite hurle ! Logique, elle se refuse à remettre en cause le partage inégalitaire qui s'est instauré au profit du capital, au détriment du travail.

La droite attise la peur de l'avenir. Nous, socialistes, faisons le choix inverse : celui d'une société qui rassure et redonne confiance aux jeunes, aux actifs, aux retraités.

Éric THOUZEAU
Trésorier fédéral

Quelle Europe pour les citoyens demain ?

L'Europe connaît actuellement une crise majeure. Cette crise conduit les États à mener une politique économique de rigueur de manière peu coordonnée alors que les économies des États membres sont très liées par les échanges commerciaux, par la monnaie. La complexité de la gouvernance européenne actuelle contribue à affaiblir la lisibilité de l'action de l'Union dans le champ économique.

C'est dans ce contexte que se préparent les politiques européennes qui verront le jour dans le cadre financier 2014-2020. Les négociations sur ces perspectives budgétaires vont s'entamer fin 2010 dans un cadre très contraint. Les enjeux sont importants pour la PAC (Politique Agricole Commune), pour la politique régionale de cohésion. C'est dès le début des négociations budgétaires que les organisations, les collectivités, les citoyens doivent s'organiser pour influencer l'orientation des crédits et des politiques.

Le cadre financier 2014-2020 verra aussi la rénovation des politiques de citoyenneté, de culture et d'éducation et notamment du programme « l'Europe pour les citoyens ». Ce programme a pour but d'associer les citoyens au processus d'intégration européenne et encourage la coopération entre les citoyens de différents pays dans l'esprit de se rencontrer et d'agir ensemble. Il est très sollicité par les associations d'échange, de jumelage, plus globalement par les acteurs qui ont pour ambition de renforcer la citoyenneté européenne et le vivre ensemble en Europe.

Dans le contexte actuel de défiance des Européens vis-à-vis des institutions, il convient de repenser ce programme, de faire des propositions à la hauteur des enjeux. Une rencontre est organisée à Nantes à l'initiative de l'AFCCRE (Associations Française des Communes et des Régions d'Europe) le 25 juin au Centre des Expos de Nantes Métropole. Elle a pour but de discuter de ces perspectives avec des députés européens (dont Stéphane Le Foll), des élus locaux, des acteurs associatifs. Cette session est ouverte aux citoyens qui s'interrogent sur l'Europe de demain et qui constatent la nécessité de lui donner une nouvelle dimension qui ouvre de nouveaux espaces à la démocratie et à l'action citoyenne*.

Karine DANIEL

Secrétaire fédérale Europe et Relations Internationales

Lyliane JEAN

Secrétaire fédérale en charge du City Group
et des relations avec le PSE



* Inscrivez-vous sur le site
de l'AFCCRE : www.afccre.org



Interview d'**Arnaud Montebourg**, Secrétaire national du PS à la rénovation

“Pour des primaires ouvertes et populaires”



- **La convention sur la rénovation évoque l'organisation de primaires. Que propose la convention à ce sujet ?**

Les Primaires que va organiser la Convention seront ouvertes et populaires : ouvertes à toutes les formations de gauche souhaitant rassembler leurs forces ; populaires puisque tous les électeurs sympathisants sans exception pourront participer aux scrutins.

C'est le début d'un nouveau type de rapport entre le PS et les « partis-frères » ainsi qu'entre le parti en tant que tel et la société en son entier. Les militants vont y trouver de nouvelles responsabilités dans l'organisation d'une procédure de démocratisation de l'élection présidentielle comme dans le travail de conquête de l'opinion autour des différents candidats. C'est l'aube d'une démocratie délibérative que les socialistes et la gauche, s'ils gagnent, devront généraliser dans une 6^e République.

- **Le rapport sur la convention rénovation comporte une partie intitulée « nouveau parti socialiste ». À quoi correspond concrètement cette expression ?**

Le nouveau Parti socialiste est l'expression de la volonté de transformer les règles qui nous régissent pour faire un nouvel outil adapté aux besoins d'unité et de rassemblement dont la gauche manque cruellement aujourd'hui. Il faut changer les règles en vigueur qui ont fait la preuve de leurs capacités auto-destructrices, en raison notamment d'un système institutionnel interne archaïque, survivance de la IV^e République : le vote sur les motions à la proportionnelle intégrale conduit à des arrangements à l'insu des militants, produit des synthèses sans grande clarté, sur des orientations politiques artificielles. La coexistence

au sein du PS de deux systèmes de vote, proportionnelle sur les textes d'orientation, et majoritaire sur le Premier secrétaire a failli faire voler en éclat le Parti socialiste au congrès de Reims. Le rythme et le calendrier des Congrès, les modes de désignation des instances de direction vont être revus sur la base d'un parlementarisme majoritaire (des directions responsables devant des majoritaires stables et claires). Cela ira de pair avec une moralisation de nos pratiques : une Haute Autorité va être créée qui y veillera en permanence.

- **La convention sur la rénovation a-t-elle l'ambition de confirmer le vote des militants du référendum d'octobre dernier sur le cumul des mandats ?**

La Convention confirmera le vote référendaire des militants et détaillera la mise en œuvre des principes posés. Nous voulons le mandat parlementaire dépouillé de toute fonction exécutive locale. Ce n'est pas encore le mandat unique. Les mandats représentatifs de conseillers municipal, communautaire, général et régional pourront être conservés. Les parlementaires ne peuvent faire correctement leur travail s'ils exercent une responsabilité dans la direction des collectivités locales. L'interdiction du cumul doit s'appliquer immédiatement. En 1998, Jospin l'avait engagée mais a dû reculer devant la résistance des sénateurs de droite. Ce qui est envisagé est transparent : les sénateurs concernés par un cumul pourront se présenter à condition qu'ils annoncent à leurs électeurs qu'ils abandonneront leurs fonctions exécutives locales à la prochaine échéance en précisant les conditions de leur succession. Ceci renforcera la crédibilité du mandat sénatorial et donc les chances de succès de ces candidats. Reporter cette mesure à « la fois d'après » signifie attendre les sénatoriales de 2014 et les législatives de 2017. Nous devons tenir nos engagements maintenant, la rénovation passe aussi par là.



Retour sur la 1^{re} Convention nationale

Pierre Moscovici fait œuvre de pédagogie

Devant près de 200 militants, c'est un Pierre Moscovici très pédagogue qui est venu présenter les grandes lignes du texte sur la première convention pour un « Nouveau modèle de développement économique, social et écologique » en sa qualité de président du comité de pilotage. Il s'est ensuite prêté au jeu des questions réponses avec

la salle sur des thèmes comme la nécessité d'un désendettement du pays notamment par la suppression du paquet fiscal et l'élévation de la fiscalité sur le patrimoine ; la nécessité d'une croissance prenant en compte l'aspect environnemental ; la réaffirmation d'un pôle industriel fort ; la mise en place d'un grand impôt citoyen en fusion-

nant l'impôt sur le revenu avec la CSG ; la limitation de l'écart des rémunérations dans les entreprises avec participation publique ; ou la crise du capitalisme avec notamment la situation de la Grèce.

Enfin Pierre Moscovici a bien insisté sur le fait que la gauche est loin d'avoir gagné 2012, et

que tout se jouera sur notre crédibilité à pouvoir susciter de l'espoir par des mesures de justices sociales sans promettre tout et son contraire. C'est à cette seule condition selon lui que les Français nous ferons confiance pour gérer le pays comme ils le font depuis longtemps pour les collectivités locales.

La 2^e Convention nationale organisée par le Parti socialiste porte sur la rénovation. Le Conseil national du 8 juin a adopté un texte qui sera soumis au débat, puis au vote des adhérents le 24 juin prochain. Ce texte, qui porte sur les primaires, le non-cumul des mandats, l'organisation de nos Congrès ou encore l'application de la parité et de la diversité, vous pouvez le consulter à cette adresse : www.parti-socialiste.fr/dossier/convention-nationale-renovation. "Ensemble" a décidé d'ouvrir ses pages aux membres du Bureau fédéral, et aux sensibilités, sur le sujet.

Changer d'outils pour changer la vie

S'il est une chose que les socialistes partagent c'est bien la volonté de changer les choses. Ce changement que nous appelons de nos vœux ne se fera pas sans de nouvelles règles du jeu : pour changer de politiques, il faut changer la politique et reconstruire une belle maison, où l'on se sente bien, où il fait bon vivre, à partir des fondations de l'ancienne.

Cette maison, c'est tout d'abord le système démocratique français, cadre dans lequel s'exercent le débat et l'action politiques.

Du local au national la France de 2012 aura subi des réformes institutionnelles sans concertation : charcutage électoral ; attaques sans précédent des collectivités, et de leurs finances ; remise en cause de l'indépendance de la justice et des cours des comptes régionales ; nomination des dirigeants dans les médias publics ; dévoiement du rôle du Parlement... Tout est fait pour renforcer les marges de manœuvre d'un pouvoir, déjà personnel et autoritaire, qui n'accepte aucune critique et contre-proposition.

S'il nous faut nous engager dès maintenant à redonner du sens à la décentralisation en revenant sur les lois de la droite, il nous faudra aller plus loin et proposer une réforme alliant renforcement des marges de manœuvre des collectivités et de leur autonomie financière.

Nous ne pourrions pas échapper à la question de la compréhension du système institutionnel et politique, et du partage des responsabilités entre échelons et collectivités, par tous les français. Nous ne pourrions pas non plus échapper à une simplification de notre système démocratique pour le rendre accessible à tous. À ce titre,

nous devons avoir la capacité d'imaginer l'élection, par les citoyens, des élus intercommunaux.

Ce renforcement de la démocratie locale ira de pair avec la mise en place d'une nouvelle République - appelons-la 6^e - remplaçant au cœur de notre vie collective les notions de transparence et de responsabilité. Parlementaire, primo-ministérielle, elle accompagnera chaque pouvoir d'un contre-pouvoir, d'instances de contrôle et de participation des citoyens.

Mais comment être crédibles si nous ne nous appliquons pas d'abord les règles que nous voulons pour notre pays ? Le processus de rénovation engagé en ce moment même par notre parti est une chance et il faut la saisir.

Elle doit tenir en plusieurs points : Transparence et participation des citoyens d'abord, avec la mise en place de primaires ouvertes pour choisir notre candidat et permettre l'appropriation de notre projet. Parlementarisme ensuite, avec la clarification de nos modes de Congrès et de désignation de nos responsables. Responsabilité enfin, en respectant le vote des militants, en octobre dernier, avec l'instauration notamment du principe de non-cumul d'une fonction exécutive locale et d'un mandat de Parlementaire.

Ces changements institutionnels permettront de retisser la confiance des Français en leurs élus et d'offrir de nouveaux moyens d'action à ceux-ci pour poser les bases d'une nouvelle société, plus juste et plus solidaire, visant l'épanouissement de chacun.

Benjamin Baudry, Laurent Godet

La rénovation au service du Projet !

Dans une société en mutation, au moment où une crise gravissime révèle l'obligation pour le Parti Socialiste de bouger pour garder le leadership d'une gauche à ré-inventer d'urgence, nous devons nous rénover avec audace et authenticité, par un débat qui donne du sens à cette rénovation

La rénovation n'est pas une fin en soi, sauf à n'être que l'alibi marketing d'ambitions individuelles. Notre parti remis sur les rails du travail et du collectif, nous avons la responsabilité de proposer dès 2012 à nos concitoyens un pays dans lequel justice sociale et égalité réelle ne seront pas qu'utopies.

Si c'est bien de cela dont il s'agit, alors oui, osons notre rénovation. Rénovons notre logiciel de pensée, d'abord, puis notre Projet. Gardons nos valeurs, dépoussiérons nos dogmes. Levons les tabous, faisons preuve d'imagination.

Il n'y a pas de révolution des idées sans organisation collective des hommes et des femmes qui les portent. Or la force du Parti Socialiste, aujourd'hui comme hier, ancré à gauche et moderne, décomplexé et ouvert sur le monde, c'est avant tout d'être un grand mouvement démocratique. La rénovation, c'est donc la place des militants dans notre parti. Quelles possibilités pour les militants de co-construire notre Projet ? Quels espaces de débats démocratiques ? Quel pouvoir de décision ? L'ancrage du Parti dans la société dépend aussi de notre capacité à travailler plus collectivement, sous

des formes nouvelles. Notre société change. Les modes d'engagement se diversifient eux aussi. Sachons créer une offre nouvelle de participation politique. Faire de la politique autrement, c'est d'abord cela.

Faire de la politique autrement, c'est évidemment faire de la politique avec d'autres. Finissons-en avec des logiques de courant sclérosantes, démontrons par la preuve que la diversité et la féminisation sont au cœur de notre rénovation. Soyons acteurs d'un monde en mutation. Incarnons ce mouvement ! Les primaires, la limitation du cumul des mandats n'ont de sens parce qu'inscrits dans ce souffle global, avec une décentralisation authentique accompagnée d'un vrai statut de l'élu-e local-e. Définissons ensemble les meilleures modalités pratiques et de calendrier, au service de notre objectif : construire pour demain une alternative politique qui redonne de l'espoir, non seulement aux victimes de la crise et de la politique gouvernementale, mais aussi à tous ceux qui, aussi à gauche, doutent de la capacité des politiques à écouter, à bouger, à définir un cap concret et mobilisateur. Tournons notre rénovation vers l'extérieur ! Mettons la au service de notre Projet, au service de nos concitoyens !

**Alain Gralepois - Johanna Rolland - Pascal Bolo -
Christophe Clergeau - Olivier Chateau - Catherine Piau -
Fabienne Renaud - Fabrice Roussel - Martin Takoudju**



« La démocratie jusqu'au bout » :

la seule méthode qui convienne à des socialistes héritiers de Jean Jaurès

Un grand nombre d'entre nous souhaite voir notre Parti changer. Les militants l'ont voté en octobre 2009. Se renouveler, changer, ce débat nous l'entendons depuis plusieurs congrès, mais comment ? En renouvelant simplement les têtes ? En mettant plus de jeunes ou plus de personnes aux parcours sociaux et culturels différents ? Nous ne pensons pas que la rénovation doit être seulement un changement de personnes, mais bien au contraire une refonte et une transformation de nos pratiques militantes et démocratiques, s'inscrivant dans la suite de la transformation de nos analyses portées dans la dernière convention.

Sortir de l'entre-soi, des querelles d'égos, être en lien permanent avec le mouvement social, présents dans toutes les luttes, repenser nos modes de décisions et faire en sorte que le pouvoir ne soit plus concentré par une minorité de personnes au sein de notre Parti comme dans notre pays, voilà sur quel chemin nous devons nous engager. L'ambition des socialistes n'est pas de prendre le pouvoir pour eux-mêmes, mais pour le rendre aux citoyens comme à ses militants. C'est le combat que les militants qui se reconnaissent dans « Un monde d'avance » mènent depuis plusieurs congrès. Mais aussi au jour le jour en participant à la direction du Parti au plan national aux côtés de Martine Aubry, et bien sûr dans toutes les fédérations notamment celle de Loire-Atlantique aux côtés d'Alain Gralepois.

La bataille des idées, si nécessaire soit-elle, ne se résume pas à celle concernant la ligne politique. Elle doit aussi permettre de travailler à la rénovation de l'outil indispensable que demeure notre Parti. Les militants consultés en octobre 2009 l'ont clairement indiqué :

primaires, non-cumul des mandats, organisation de nos congrès et des instances, parité-renouvellement-diversité, ce sont autant de moyens pour faire de notre Parti l'élément qui attire l'ensemble des catégories des Français (jeunes, classes populaires...) et le moteur du rassemblement de la gauche pour gagner en 2012. En ce sens la convention extraordinaire du 1er semestre 2011 (avant les primaires) sera essentielle afin d'adopter le projet socialiste pour l'élection présidentielle sur lequel devront s'appuyer les candidats aux primaires. C'est ce projet que nous proposerons à nos partenaires de la gauche en vue d'un contrat de gouvernement.

La rénovation, c'est donc celle qui fait passer la discussion sur le projet avant celle sur les personnes. La rénovation, c'est celle qui permet de renforcer la démocratie au sein de notre parti, d'être crédible dans notre capacité à proposer une véritable alternative démocratique et par là même réconcilier les citoyens avec « le Politique ».

Un nouveau Parti socialiste est en construction. Comme en 1905, comme en 1971, il faut avoir le souci de rassembler dans le respect des différents points de vues (par le vote à la proportionnelle au sein du parti). Cette rénovation, si nous savons la mener à bien, sera un élément supplémentaire pour bâtir l'unité des socialistes au service d'un projet qui permette de battre la droite en 2012 et bien au-delà. Nos camarades attendent, les Français nous regardent.

Bertrand Delaporte - Michèle Gressus - Chloé Le Bail - Jean-Jacques Lumeau - Nicolas Nocet - Denis Talledec - Éric Thouzeau - Simon Thouzeau



Pour une meilleure représentation politique de la diversité

La Constitution française dispose dans son article 1^{er} que la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale et qu'elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

Force est de constater aujourd'hui que ce principe d'égalité républicaine ne s'applique pas encore aux « personnes issues de la diversité ». Ces Français d'origine étrangère ont, de ce fait, le sentiment, parfois à tort, de ne pas être des citoyens à part entière de notre pays.

Ils veulent assumer le plein exercice de leur citoyenneté en accédant, eux aussi, à l'exercice de responsabilités à tous les niveaux de la société.

Au Parti socialiste, comme dans la France d'aujourd'hui, il devient désormais évident et légitime que la diversité de la société et la diversité des militant(e)s, par effet de miroir, soit représentée par une diversité des responsables politiques.

Le combat pour la représentativité de la totalité de la société française, au même titre que les combats pour la justice, l'égalité, la solidarité, la citoyenneté, la laïcité, les droits de l'Homme, la parité et l'humanisme, doit se mener à l'intérieur des partis politiques et surtout au Parti socialiste, porteur en premier lieu et depuis toujours, de ces valeurs.

Cependant, le constat actuel est que le corps militant de notre parti n'est plus à l'image des citoyens que nous sommes censés prioritairement défendre. Ainsi, dans nos sections, notamment en secteur urbain, les populations issues des quartiers populaires sont faiblement présentes. La question de la représentativité de ces populations doit être abordée au sein de notre parti, de manière simple, comme un rééquilibrage nécessaire de la réalité de la France d'aujourd'hui, en dehors de toutes velléités revendicatives.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de fonder des engagements politiques ou l'accession aux responsabilités sur une origine. En effet, chaque militant socialiste porte en lui des valeurs universalistes et, quelles que soient ses origines, ou son activité, n'est pas le défenseur de sa propre condition, mais bien des valeurs du socialisme.

La Fédération du Parti socialiste de Loire-Atlantique, à travers toutes ses sensibilités politiques, a voulu montrer par l'exemplarité que la diversité est une nécessité et une chance pour notre parti. À cet effet, il a décidé de mettre en place une « charte de la représentativité politique de la diversité », à l'instar d'autres Fédérations du parti, et de la plupart des secteurs socio-économiques de notre pays. Cette charte a été adoptée à l'unanimité moins une abstention par le Conseil fédéral du 10 mai 2010.

Martin Takoudju, Secrétaire fédéral à l'égalité républicaine

● Pôle structurant Treillières-Grandchamp des Fontaines

Favoriser le développement local



Émile Savary
maire de Treillières

Les communes de Treillières et Grandchamp des Fontaines ont mis sur pied un projet inédit de coopération s'inscrivant dans le SCOT Nantes-St-Nazaire qui prévoit deux pôles au sein de la CCEG (Communauté de communes Erdre et Gesvres): Nort-sur-Erdre et celui de Treillières-Grandchamp. L'objectif est d'offrir des services et équipements de proximité pour limiter les

déplacements vers Nantes. Une maison d'accueil spécialisée pour handicapés est en construction. Sont également prévus des commerces, des activités artisanales, une offre de culture et de loisirs avec notamment l'hypothèse d'une piscine, une salle culturelle, de l'habitat social et privé, toutes ces constructions étant placées sous le signe du développement durable.

« L'objectif, explique Emile Savary, maire PS de Treillières, est la cohérence urbaine dans le développement de nos deux communes avec une logique de coopération. Nous voulons densifier l'habitat sur cette zone tampon tout en y développant des services de proximité. Deux questions se posent alors : le transport et le stationnement des voitures. Nous avons des réponses

comme la création près de l'ancienne gare de Treillières d'une plate forme de transports avec desserte ferroviaire en direction du tram-train de la Chapelle-sur-Erdre, renforcement des lignes de cars vers le Cardo d'Orvault, des pistes cyclables et des parkings voitures. »

À noter aussi que le secteur sera desservi par une nouvelle route reliant la RD 26 à la RD 537 au niveau de Carital sur l'ancienne route de Rennes.

C'est la première fois que deux communes s'associent sur un tel projet au sein d'une communauté de communes. Cela mérite donc d'être souligné. L'idée principale est donc d'offrir aux habitants des deux communes des équipements et services qu'ils n'ont pas actuellement et doivent aller chercher à Nantes. « On veut développer nos communes

pour qu'elles ne soient pas « dortoirs » à proximité d'une grande ville. C'est dans cet esprit que nous travaillons à ce projet validé par les deux conseils municipaux en janvier dernier. Toutefois, on est sur le long terme car la réalisation complète du programme est prévue sur 15 ou 20 ans. Les choses sont bien parties, c'est l'essentiel ».

Le sud de la CCEG compte désormais un nouveau pôle structurant avec ce projet ambitieux au niveau des équipements et du transport. La preuve qu'avec de la bonne volonté et un esprit d'ouverture, deux communes peuvent s'associer et mener ensemble un projet de développement local qui profite à tous : habitants, commerçants et artisans. Un exemple qui fera peut-être des émules ailleurs.

● Les retraites : démêler le vrai du faux

1- Le déficit des retraites est abyssal et le problème des retraites insoluble : Faux

Le besoin de financement est de 1,7 point de PIB en 2025 (45 milliards d'euros). Ce montant correspond aux baisses d'impôts pour les plus riches décidées par la droite depuis deux ans.

2- Tous les pays ont relevé l'âge légal : Faux

Seuls l'Italie et le Royaume-Uni ont relevé l'âge minimum de liquidation des droits. Les autres ont maintenu inchangée l'âge de la possibilité de partir, le cas échéant avec une pension incomplète.

3- Le relèvement de l'âge légal de la retraite réglerait tout : Faux

Même en passant l'âge légal de 60 à 63 ans (et de 65 à 68 ans pour une retraite à taux plein) et en allongeant la durée de cotisation à 43,5 ans, on ne réglerait que 36 % du problème de financement à l'horizon 2050... C'est pourquoi nous proposons de nouvelles recettes, principalement sur les revenus du capital par souci de justice, une politique vigoureuse d'emploi des seniors, et un allongement volontaire pour ceux qui le peuvent et le souhaitent.

4- Le report de l'âge légal est une solution injuste : Vrai

Ce serait faire reposer l'effort sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt, et sur ceux usés par leur métier, qui seraient donc obligés de cotiser plus que les autres. Non seulement c'est injuste, mais en plus inefficace : avec seulement 38 % des seniors en emploi, le relèvement de la durée légale reviendrait surtout à transformer des retraités en chômeurs, sans effet sur les déficits.

5- En France, les femmes ont une retraite plus faible : Vrai

Le montant mensuel d'une pension de retraite tous régimes confondus est de 825 euros pour une femme et de 1426 euros pour un homme. Réduire ces inégalités est pour nous une priorité.

6- La proposition du PS, dit le gouvernement, multiplie les taxes pour les classes moyennes : Faux

C'est ce qu'a prétendu François Fillon, à court d'arguments, à l'Assemblée nationale, repris en chœur par les dirigeants de l'UMP. Dérouté par la proposition solide et financée du PS, il préfère mentir qu'argumenter. Notre réforme ne crée aucun impôt nouveau et ne repose ni sur les classes moyennes, ni sur les ménages modestes, pas plus d'ailleurs que sur les PME.

Conflit au Proche-Orient

Le « droit de se défendre » face aux droits de l'homme

La nuit du 31 mai au 1 juin a été une douloureuse piqûre de rappel pour le Monde : le conflit israélo-palestinien dure depuis 50 ans et ne semble pas près de s'arrêter.

Bien entendu, la situation est terriblement complexe. Le manichéisme que certains affichent n'est certainement pas un reflet de la réalité. Celui-ci ne peut conduire qu'à creuser de plus en plus le fossé séparant les deux peuples et donc à rendre de plus en plus illusoire une issue à ce conflit. Malgré cette nécessité d'être nuancé, le soutien du MJS de Loire-Atlantique va au peuple Palestinien.

Depuis la guerre de l'été 2006 contre le Hezbollah au sud du Liban, Israël invoque « le droit de se défendre » pour justifier de ses opérations.

Oui, des palestiniens préparent et lancent des roquettes en ayant pour cibles des bourgades israélienne. Mais est ce que cela justifie l'invasion de la bande de Gaza ayant entraîné un peu plus de 1700 morts et 10000 blessés ? Est ce que cela justifie l'emploi d'armes de guerre (et parfois d'armes interdites) au sein de la zone de peuplement civile ? Est ce que cela justifie d'un blocus qui ne fait que renforcer une situation humanitaire déjà désastreuse découlant de la destruction des infrastructures du territoire ?

Oui, l'opération humanitaire lancée dans le but de briser ce blocus pouvait être interprétée comme une provocation. Mais est ce que le matériel transporté et les ressources humanitaires menaçaient la sécurité intérieure d'Israël ? Pire, est ce que cela nécessitait un assaut aussi meurtrier ?

Le droit de se défendre s'incline face à d'autres considérations. Les droits de l'Homme en premier lieu. Ces ripostes démesurées ne font qu'attiser la haine. Il est plus que jamais nécessaire que la communauté internationale fasse respecter le droit international et crée les conditions propices à la mise en place d'un processus d'accords de paix.

Il est plus que jamais important de rappeler à chacun la nécessité de lutter contre tous les amalgames. Les positions du gouvernement israélien sont loin de produire une parfaite unanimité au sein du peuple israélien. Qualifier les citoyens israéliens de « peuple raciste » est d'une imbécillité sans nom. De même, les amalgames entre religion juive et citoyenneté israélienne ne mènent pas bien loin... Le développement de ces préjugés (parfois encouragés par les raccourcis des médias et de certains politiques) au sein de notre société est particulièrement préoccupant. Il est un des freins à toute solution durable et pacifique.

Augustin LECHAT-BLIN

Animateur fédéral du Mouvement des Jeunes Socialistes

Activité des secrétariats fédéraux

Les échos de l'économie

La presse régionale a souligné une certaine résistance des entreprises de la région face à la crise financière et économique. Toutefois, nous n'oublions pas les situations difficiles que vivent certaines entreprises : Bobcat (chariots télescopiques) 130 licenciements, SAH LEDUC (vérins hydrauliques) 137, Racineux (textile) ferme ses portes.

La collecte de la TVA qui est un bon indicateur de la dynamique économique est inférieure de 38 millions d'euros en février 2010 par rapport à février 2009.

Pour accompagner les entreprises, la Région des Pays de la Loire a lancé le prêt régional de redéploiement industriel (P2RI). Ce prêt a contribué à soutenir à ce jour près de 50 entreprises.

Notre tissu économique s'appuie sur le réseau des PME/PMI. À ce titre, la Région a développé un schéma régional de développement économique pour suivre les entreprises pendant cette crise mais également de préparer la relance.

Les plateformes régionales de l'innovation (PRI) lancées par la Région des Pays de la Loire sont le bon exemple pour développer durablement l'emploi sur un territoire en réunissant autour de compétences et de savoir-faire, un groupe d'entreprises et une ou plusieurs structures de formation ou de recherche. Cette politique peut s'appliquer au monde industriel manufacturier, mais également du service.

Les collectivités peuvent s'engager par des politiques à aider les entreprises pour survivre à la crise et rebondir à travers la créativité et l'innovation. Mais ces dernières doivent s'engager dans le cadre de la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE). La RSE ne doit pas être un outil de communication pour les entreprises mais la charpente sur laquelle va s'appuyer cette dernière pour assurer sa pérennité dans le respect des hommes et de la société.

Vincent BESSEAU, Laurent GODET, Philippe LE DUAULT,
membres du secrétariat fédéral à l'économie et aux entreprises

Cantonales 2010

- **Du 1^{er} et 9 septembre** : dépôt des candidatures auprès du 1er secrétaire fédéral, copie au secrétaire de section. Il faut être à jour de ses cotisations militantes et d'élu(e) si conseiller(e) général(e) sortant(e). La lettre de candidature doit préciser le nom de la ou du suppléant(e), sous réserve que cette suppléance ne soit pas réservée à nos partenaires de gauche.

- **Du 13 au 15 septembre** : envoi par la Fédération de(s) la profession de foi aux militants du canton.

- **Le 30 septembre** : vote dans les sections. Pour voter il faudra être électeur du canton (la carte électorale devra être présentée) et être adhérent depuis au moins six mois au PS.

Attention : le conseil fédéral de juillet adoptera un texte de référence précisant nos priorités et en particulier les cantons réservés à des femmes et pour nous inscrire dans la circulaire nationale, le(s) canton(s) réservé(s) à nos partenaires.

Portrait de Maurice Thareau

Parcours d'un militant



Maurice naît sur la ferme familiale à la Rouxière en 1931. À 13 ans, il quitte l'école pour travailler avec ses parents. Peu après il s'inscrit aux cours du CERCA (centre d'études rurales par correspondance d'Angers) et participera aux activités de la JAC (jeunesses agricoles catholiques) et progressivement en deviendra responsable pour son secteur. « *On croyait dans notre pays, on pensait à y rester et à l'améliorer* », en appliquant la méthode « voir, juger, agir » qui aboutissait à de multiples actions.

Le service militaire terminé, il décide d'acquérir une formation de technicien agricole qui le conduira à la fonction d'animateur au Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs de Loire-Atlantique puis plus tard à la chambre d'agriculture où il est en charge du service des conseillers agricoles. Il reste un militant aux côtés des B. Lambert, R. Philippot, G. Loquais, M. Lebot... Après avoir connu dans les années 50 une certaine sous-production agricole (on n'est pas loin des cartes de rationnement) arrivent les problèmes de surproduction, on parle de fleuve blanc.

1960 : c'est le renouvellement des cantonales de Varades. Des citoyens demandent à Maurice de se présenter comme candidat au Conseil Général. Il hésite, il n'y a jamais pensé, finalement il se porte candidat avec une image de centriste, de M.R.P. À la grande surprise de beaucoup et de lui-même il est élu au premier tour. Il se trouve à 30 ans le plus jeune conseiller général de la Loire-Atlantique. « *À la séance d'ouverture, comme benjamin, je siégeais à côté du doyen qui avait 50 ans de plus que moi* ». Maurice se considère comme un « animateur local ». « *Je travaillais avec les maires, j'étais captivé par ces actions de terrain. À l'époque des portables et de l'ADSL ça pourrait surprendre mais en lien avec les municipalités mes premières actions ont porté sur l'équipement du canton en postes téléphoniques semi-public. Heureusement que ma femme partageait mes convictions car la famille devait supporter trop d'absences. Aujourd'hui je reconnais que c'était exagéré mais j'étais élu, chargé d'un mandat par militantisme, alors pendant toutes ces années, je me suis voulu un militant à l'écoute des citoyens comme des conseillers municipaux ou des responsables d'associations. Y suis-je parvenu ? Je l'espère* ».

En 1973 Maurice adhère au P.S. : « *J'étais convaincu que l'exercice de la démocratie suppose beaucoup de réflexion et de débats sur tout ce qui touche la vie des citoyens et l'organisation de la société. Mon adhésion au P.S. correspondait à mes convictions. Les années passant il faut se rendre à l'évidence que comme partout, parfois c'est un peu trop la soif du pouvoir et du carriérisme.* »

Depuis 20 ans, c'est la retraite active avec les militants du coin : création d'une association intermédiaire, mise en place d'un service de « transports solidaires ».

Ces dernières années, Maurice s'est aussi impliqué dans le soutien à Loïc Sécher. Celui-ci a été condamné à 16 ans de réclusion criminelle. Rapidement convaincu de l'erreur judiciaire Maurice participe à la création d'un comité de soutien « Justice et Vérité ».

Finalement la cour de révision vient de remettre en cause les décisions de la cour d'assises. Le dossier de Loïc n'est que le 8^e pour la France depuis 1945. C'est donc pour Loïc et ceux qui le soutiennent la satisfaction même si un autre procès doit permettre à de nouveaux jurés de se prononcer. « *Cette action autour de Loïc m'a fait découvrir le travail considérable à faire si on ne veut pas rougir en parlant de droits de l'Homme. Mais les années passant, je laisse à d'autres le soin de s'y attaquer.* »

Hommage à Raymond Loyer

Technicien chez AIRBUS et au syndicat CFDT, Raymond LOYER nous a quittés. Engagé dans l'action sociale et notamment pour la défense des handicapés, il sera aussi conseiller municipal de St-Nazaire. Encore sur le marché de Penhoët lors des dernières régionales, il avait une démarche fatiguée mais volontaire. La section de St-Nazaire retiendra son engagement dans le monde ouvrier et gardera un profond respect pour ce militant.

/// Agenda

• Conseil fédéral

Le prochain Conseil fédéral aura lieu le **lundi 12 juillet** à 20h à la Fédération (allée des Tanneurs à Nantes).

• Fête de la Rose

Dimanche 26 septembre à Préfailles, Pointe St-Gildas (Soleil de Jade). Dès 10h, 3 ateliers pour débattre puis pique nique ou stands de restauration sur place. Prises de paroles sur scène à partir de 15h. Une plaquette détaillant la journée sera adressée aux militants et sympathisants début septembre.

L'équipe d'ENSEMBLE vous souhaite de bonnes vacances et vous donne rendez-vous en septembre.



Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 16/06/10



Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44000 NANTES
Tél. 02 40 20 63 00 - Fax 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralpeois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédacteurs en chef adjoints : Romain Mercière et Nicolas Nocet
Rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : François Caillaud, Florent Smejda
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par Parenthèses
N° CPPAP : 0914P 10751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3400 ex.

